

bulletin hebdomadaire ^{bimensuel}



RE-CONTRA ET COMLOT : LA STABILITE MENACEE

Managua, 13 juin (ANN). Alors que des groupes de contras ont repris les armes dans certaines régions du pays, les rumeurs d'un complot pour assassiner des membres du gouvernement ont été confirmées. Le consensus se fait contre l'extrême-droite, accusée par le ministre de la présidence Antonio Lacayo, le chef des Forces armées Humberto Ortega et le FSLN d'attenter à la paix et à la stabilité du pays. Mais pour Virgilio Godoy, vice-président et leader de l'extrême-droite, re-contras (note) et complot "ne sont que des fantômes":

Le 6 juin, le chef de la Police de San Rafael, une petite localité des environs de Jinotega, dans le nord du pays, est tombé dans une embuscade tendue par un groupe de contras qui l'ont exécuté ainsi que son assistante. Le Centre nicaraguayen des droits de l'homme (CE-NIDH) a dénoncé la responsabilité du gouvernement dans ce type d'action "qui vise à anihiler les Forces armées". Quatre des assassins ont été arrêtés par la police au cours des jours suivants alors que d'autres groupes prenaient d'assaut la localité de San José de Bocay, dans le nord, coupant les routes, saccageant et pillant les entrepôts de

nourriture, les établissements bancaires et les édifices publics.

Dès le 4 juin, le général Ortega a dénoncé devant le Parlement l'existence de 1 100 re-contras dans les régions de Matagalpa, Nueva Segovia, Boaco-Chontales et de l'Atlantique. Selon lui, 300 étaient en armes à ce moment-là, mais "tomber dans le piège et nous lancer dans l'affrontement ne résoudrait pas vraiment le problème". Il a accusé V. Godoy et le maire de Managua Arnoldo Aleman d'inciter, par leurs prises de positions publiques, à ce regain de violence. Le même jour, il a fait allusion à la découverte de plans secrets pour assassiner des fonctionnaires du gouvernement. Le ministre A. Lacayo a confirmé l'existence de ce complot contre sa vie et celle d'un autre membre du gouvernement préparé selon lui par des groupes extrémistes. "Il existe dans tout processus social des extrêmes de droite et de gauche", a-t-il commenté, "mais nous croyons que 80 % de la population comprend que l'avenir du Nicaragua est dans la réconciliation". Le ministre de l'Intérieur, Carlos Hurtado, a déclaré que ce complot pourrait également être dirigé contre la direction du

SOMMAIRE

Re-contras et complot: la stabilité menacée

La propriété au coeur du débat

Les enfants encaissent les coups

Etre femme, un risque

Siakni bara pihni

Universite: le réel, la matière la plus importante

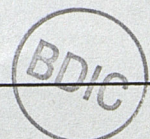
Cuba: le siège se resserre

Guatemala: une exploitation brutale

Honduras: mesures de choc

Quelle gauche latino-américaine?

En bref



40 P 11481

FSLN et la présidente Chamorro. Le FSLN a pour sa part émis un communiqué dans lequel il estime que *"la stabilité et la paix sont en danger du fait de l'offensive de l'extrême-droite, qui est soutenue par certains secteurs des Etats-Unis"*. V. Godoy affirme que les accusations portées par A. Lacayo et H. Ortega -"mes subordonnés", précise-t-il- sont des calomnies infondées. Il nie le complot et même l'existence de la re-contra, bien que la presse internationale ait rencontré certains de ses groupes. Il se défend en incriminant le tandem A. Lacayo-H. Ortega: ce sont eux qui sèment le désordre, l'un par complicité avec les sandinistes et l'autre parce qu'il veut obtenir plus de fonds pour l'armée en agitant le spectre du réarmement de la contra.

L'extrême-droite accentue sa pression au moment où la question de la propriété est au centre du débat politique et social et où certains, pressés de récupérer leur part du gâteau, estiment que le gouvernement est trop lent et trop faible face au sandinisme. Mais certains secteurs pourraient vouloir profiter de la situation pour susciter un réflexe "d'union sacrée" derrière l'exécutif, qui aurait ainsi les coudées plus franches pour mener à bien son plan néo-libéral. Une chose est sûre : les conflits qui agitent la droite se traduiront par un surcroît d'insécurité pour les nicaraguayens.

NOTE: La presse utilise le mot re-contra pour désigner les anciens contras qui, alors qu'ils se sont officiellement démobilisés il y a un an, se sont réorganisés militairement.

LA PROPRIÉTÉ AU COEUR DU DEBAT

Sergio Ferrari

Managua, juin (ANN). Alors que jusqu'à présent, la polémique a tourné essentiellement autour des Accords de Transition et de la part de pouvoir qu'ils réservent aux sandinistes, seule une minorité -le vice-président Virgilio Godoy, le mouvement "Sauvons la démocratie", leurs partisans et la "re-contra" continue à demander la dissolution de l'armée et de la police. Le débat national aujourd'hui, c'est la question de la propriété. Cette discussion a été lancée par le gouvernement et les secteurs économiques les plus réactionnaires qui, même si certains sont disposés à se montrer plus souples que d'autres, sont d'accord sur l'idée qu'il est temps de clarifier les choses.

L'Assemblée nationale et la Concertation économique et sociale, qui a repris à la fin du mois de mai, sont les deux tribunes du débat qui va avoir lieu entre les différents secteurs. L'Assemblée vient de créer une Commission spéciale, où le FSLN est représenté par Sergio Ramirez et Dora Maria Tellez, qui devra présenter avant la fin du mois de juin une proposition de loi.

Quant à la Concertation, le Conseil supérieur de l'entreprise privée (COSEP) a lancé une offensive dès la reprise de ses travaux, faisant du débat sur la propriété la condition de son bon déroulement et d'éventuels accords finaux. *"Une fois résolue la question de la propriété, tous les autres points seront facilement réglés"*, estime Ramiro Gurdian, un des dirigeants du COSEP. En effet, après dix ans de sandinisme, les grands propriétaires sont pressés de réouvrir le dossier sous un gouvernement qui leur est favorable. Ils sont convaincus que tout changement dans l'ordre juridique les avantagera dans la redéfinition du rapport de force. Mais la récente décision de la Cour suprême de justice, qui a déclaré anticonstitutionnel deux articles du décret permettant la révision des confiscations (voir bulletin 244), a pris de court la droite, qui compte sur le débat à l'Assemblée pour regagner le terrain perdu.

"Le problème actuel entre le sandinisme et le secteur extrémiste du gouvernement n'est pas la maison de Daniel Ortega, mais la façon dont la Révolution a distribué la propriété, c'est pour cela que les décrets 85 et 86 sont remis en cause", explique Sergio Ramirez. Depuis trois semaines, le somoziste et ancien contra Jaime Morales tente de récupérer la maison de D. Ortega, qui lui avait été confisquée en 1979 en même temps que les biens de Somoza et de ses autres alliés. Cette maison est devenue le symbole de la politique de confiscation du gouvernement révolutionnaire. Et c'est bien là le coeur du débat: pour les groupes au pouvoir, il s'agit non seulement d'en finir avec les acquis sociaux, par le plan d'ajustement économique, mais aussi avec toute la conception de propriété sociale impulsée par le FSLN.

A la mi-mai, les conservateurs ont présenté au Parlement une proposition de loi pour abolir les décrets 85 et 86, qui garantissent la propriété des biens distribués par le gouvernement révolutionnaire, provoquant la première manifestation de rue, à l'appel du Front populaire de lutte, soutenue officiellement par le FSLN depuis l'arrivée de la droite au pouvoir. Le Front sandiniste a ainsi voulu remettre les pendules à l'heure, marquer les limites et rappeler au gouvernement que la rue est une scène aussi importante que l'Assemblée ou la Concertation.

Pendant ce temps, près de six mille somozistes, anciens contras et grands propriétaires demandent qu'on leur rende leurs biens. Pour certains, la solution pragmatique consisterait à indemniser les anciens propriétaires quand la confiscation est contestable. En tout cas, toute restructuration brusque de la propriété ne peut que destabiliser cette société encore très marquée par dix ans de guerre.

LES ENFANTS ENCAISSENT LES COUPS

Sergio Ferrari

Managua, juin (ANN). J'ai connu Roberto en 1986, quand il avait six ans, dans les rues poussiéreuses de son quartier natal. Je l'ai revu récemment, déambulant entre les stands, dans les odeurs de friture, près d'un parc de loisirs de la capitale. "Je vis là...je dors où je peux, je mange comme je peux. Mon père me battait beaucoup. On ne voulait plus de moi à la maison, c'est pour cela que je suis parti". Marvin, son copain et son voisin, a également quitté Ciudad Sandino, quartier marginal à l'ouest de Managua. Il est parti avec son frère aîné, en 1989. Il avait alors neuf ans. Long voyage par voie de terre jusqu'au Mexique, puis entrée clandestine aux Etats-Unis. "Je travaille et je vais en classe...Vous me manquez beaucoup, mon quartier aussi. Ici, je ne peux pas jouer dans la rue", a-t-il écrit à sa famille.

De la petite bande de Roberto et Marvin, trois ou quatre seulement sont restés dans le quartier. Giovanni va à l'école du soir; pendant la journée, sans chaussures et sans chemise, il vend la graisse et le savon que sa mère fabrique à la maison où elle tue des cochons. Tonito va à l'école normalement, bien que la situation matérielle de sa famille se soit dégradée. Son père travaillait au Service des Eaux mais son poste a été décrété "poste de confiance" par la nouvelle administration. Il a donc été licencié il y a plusieurs mois. Des autres, je n'ai plus pu trouver trace...

Le Nicaragua est un pays d'enfants: selon l'UNICEF, 46% des 3,8 millions d'habitants ont moins de 15 ans. L'âge moyen est de 16 ans et le rythme de croissance de la population, un des plus hauts d'Amérique latine, est en moyenne de 3,3 %. Et on voit des enfants partout...En parcourant la capitale, on rencontre à chaque instant de vraies légions de gamins dont beaucoup constituent une main d'oeuvre bon marché pour les activités marginales. Ils lavent les voitures sur les parkings, ils sont vendeurs de rue, ils portent les sacs au marché, sans compter ceux qui, généralement sur décision de leurs parents, ont la mendicité pour activité quotidienne.

"Assumer un rôle qui ne correspond pas à son âge biologique a sur le développement de l'enfant une incidence qui n'est pas toujours positive. C'est un fait répandu au Nicaragua que les enfants s'occupent de leurs frères et soeurs plus jeunes, des vieux et des handicapés, quand ils n'ont pas la responsabilité de gagner de l'argent", signale le rapport de l'UNICEF. La profonde crise économique provoque la désagrégation de la famille et la dégradation des services sociaux. Et les petits nicaraguayens deviennent adultes avant l'âge.

LA PENTE GLISSANTE

"Sans faire de bruit, l'Etat a condamné à mort un des

grands acquis de la Révolution: les crèches urbaines et rurales, construites dans tout le pays au cours des dix dernières années", affirme Roberto Madrid, expert en communication spécialisée dans les problèmes de l'enfance. Ces crèches, qui accueillaient les enfants entre un mois et cinq ans, ont constitué un progrès important. Selon R. Madrid, "le plan de fermeture des crèches est progressif et bien conçu. On en voit les premiers effets: pas de subvention, personnel insuffisant, congélation du nombre de places et augmentation du prix". Par exemple, la crèche "Coro de los Angeles", à Managua, avait 32 employés: elle n'en a plus que neuf. De 10 enfants par puéricultrice, on est passé à 30. De plus, son prix mensuel varie entre 90 et 120 cordobas (18 à 24 dollars), alors qu'avant elle était gratuite.

Récemment, à l'initiative du Mouvement communal, une étude a été réalisée par des techniciens du ministère de la Santé à Granada sur les enfants qui fréquentent les quatre maisons communales: 100 % sont dénutris. Mais l'indicateur qui montre le plus crûment la récente détérioration est sans doute le taux de mortalité infantile. "Jusqu'à l'an dernier, il était de 64 pour mille, selon les organismes internationaux. Aujourd'hui, selon des informations non officielles venant des services d'épidémiologie du ministère de la santé, on approche à grand pas les 100 pour mille. Cette barrière va être franchie dans les mois qui viennent et l'on va atteindre à nouveau les taux existant sous la dictature.

Cette réalité est partiellement reconnue par de hauts fonctionnaires du gouvernement Chamorro. "Je peux vous dire, métaphoriquement, que j'ai des maux de tête permanents, car les enfants continuent à mourir de diarrhée", a expliqué le ministre de la Santé Ernesto Salmeron dans une entrevue à l'ANN. "On en est arrivé à un tel niveau sur le plan sanitaire que parfois nous trouvons des excréments jusque dans les salles d'opération. Il faudrait 7,5 millions de dollars pour remettre un peu en état les hôpitaux, mais nous ne les avons pas. Certains centres hospitaliers ne peuvent plus servir à rien; des 72 hôpitaux et centres de santé équipés de lits, deux seulement offrent des conditions acceptables".

LE CHOIX DES ENFANTS

Les étrangers, sous le gouvernement sandiniste, étaient parfois choqués de voir qu'il y avait encore des enfants mendians dans la rue. Mais s'il est vrai que les sandinistes n'avaient pas réussi à résoudre tous les problèmes de l'enfance, ils ont pourtant largement privilégié ce secteur de la population. A preuve la réduction de la mortalité et des maladies infantiles, le choix d'une médecine préventive -avec ses journées nationales de vaccination rendues possibles par le travail volontaire de la population-, l'effort dans le domaine des affaires sociales et la mise en place d'un appareil juridique en faveur de l'enfance. Lois sur l'adoption, loi sur les relations père-mère-enfant, loi sur l'allaitement maternel, loi sur la protection des mi-

neurs, réglementations sanitaires pour la protection de la santé des enfants sont la base de cet appareil. Sans compter que tous les grands textes de la nation, comme la constitution, la loi d'autonomie de la Côte atlantique, la loi sur les municipalités ou celle qui régit la communication sociale, font tous une place à la défense des droits de l'enfant.

Tout cela semble, malgré les discours officiels, appartenir au passé. En tout cas, selon le nouveau schéma néolibéral instauré sur le continent à coup de plans de réajustement, le social n'est qu'une dépense et tout ce qui n'est pas rentable ne rentre pas dans les calculs des gouvernements. La situation de l'enfance nicaraguayenne, qui encaisse les coups, accuse ce nouveau modèle.

ETRE FEMME, UN RISQUE

Managua, 10 juin (ANN/Gente). La Journée internationale contre la mortalité liée à la maternité se célébrait le 28 mai, à quelques jours de la traditionnelle Fête des Mères qui s'évertue à perpétuer l'image d'une maternité heureuse et sans problème que peu de nicaraguayennes connaissent. Ici, comme dans la majorité des pays latino-américains, la situation est alarmante et pour les 900 000 femmes en âge de procréer, la grossesse, qu'elle soit acceptée ou refusée, est un risque. Au lieu de chercher un remède à ce problème, le gouvernement s'acharne à revenir sur les quelques progrès réalisés au cours des années antérieures: les conditions hospitalières désastreuses s'ajoutent aux orientations rétrogrades et pétrées de catholicisme du ministère de l'Éducation.

Chaque jour, l'hôpital Bertha Calderon spécialisé en gynécologie et obstétrique, reçoit dans son service de soins intensifs une quinzaine de femmes qui présentent des complications graves à la suite d'un avortement pratiqué clandestinement. Le ministère de la Santé reconnaît qu'il s'agit là d'une des principales causes de mortalité chez les femmes. Beaucoup d'autres qui, elles, souhaitent garder leur bébé, sont mortes par manque de soins pré- et post-nataux ou des conséquences de la dénutrition, du manque d'hygiène, de grossesses trop rapprochées.

LES RISQUES DE L'ACCOUCHEMENT

Au Nicaragua, le taux de fécondité est de 5,5 enfants par femme et, selon les chiffres du ministère de la Santé, 187000 grossesses sont prévues pour 1991. La crise qui affecte le système de santé publique fait que seulement 37 % des femmes enceintes bénéficieront des services médicaux. Les autres, c'est-à-dire près de deux tiers d'entre elles, vivront leur grossesse et leur accouchement en dehors de tout contrôle médical, seules ou aidées par une sage-femme formée empiriquement et qui ne pourra

faire face aux complications et situations d'urgence lourdes de conséquences pour la mère comme pour le bébé.

Dans leur majorité, les femmes qui sont reçues dans le service de soins intensifs de l'hôpital Bertha Calderon n'utilisent aucun moyen de contraception. Elles connaissent donc des grossesses trop rapprochées, trop précoces ou trop tardives, menées sans aucune surveillance médicale et qui conduisent à des complications souvent mortelles. En 1989, 15 % des femmes entrées dans ce service d'urgence, la plupart du temps déjà dans un état critique, sont mortes. Près de la moitié d'entre elles venaient de province car leur région ne leur offre pas de structure hospitalière capable de faire face aux complications médicales.

LES AVORTEMENTS CLANDESTINS

Selon les chiffres de l'Organisation panaméricaine de la Santé (OPS), 27 % seulement des nicaraguayennes en âge de procréer utilisent un moyen contraceptif. La conception selon laquelle "il faut avoir les enfants que Dieu nous envoie" règne encore et les orientations actuelles du ministère de l'Éducation ne vont pas dans le sens d'une information véritable qui donnerait accès à une maternité et une paternité mieux vécues.

Si l'on sait qu'en Amérique latine, il y a un avortement pour deux ou trois accouchements, on peut s'attendre au Nicaragua en 1991 à un nombre d'avortements compris entre 62 000 et 93 000 dont seulement 15 % seront spontanés, les autres étant l'issue de grossesses non désirées. L'avortement est encore illégal, même si la grossesse est la conséquence d'un viol. Pour celles qui en ont les moyens, le recours à un médecin qui accepte de courir le risque est possible. Les autres, la grande majorité, doivent mettre leur vie en danger. Entre 1985 et 1988, l'avortement clandestin a été la première cause de mortalité maternelle à l'hôpital Bertha Calderon, et, de l'aveu même des autorités, il serait la première cause de mortalité chez les femmes.

On a calculé en 1989 que l'argent nécessaire pour soigner les complications d'un avortement clandestin aurait permis de prendre en charge 7 accouchements. 8 % du budget hospitalier du pays a été absorbé cette année-là par ce problème, pratiquement dépassé dans les pays qui ont dépénalisé l'avortement. Cette part du budget aurait pu permettre de pratiquer 32 100 avortements thérapeutiques par aspiration en toute sécurité pour les femmes, ou bien d'acheter 45 700 stérilets.

Au Nicaragua, les femmes continuent à souffrir de l'ignorance, de la violence, de la répression sexuelle et de l'indifférence. Des statistiques montrent même que ces problèmes s'aggravent. Le caractère irrationnel de la politique de santé envers les femmes en est une preuve. Celles qui sont organisées dans les syndicats, les maisons de santé et diverses autres structures autonomes ont déjà

ouvert des consultations juridiques et médicales pour informer et répondre à certains besoins. Elles n'attendent pas le 28 mai prochain pour réclamer une éducation sexuelle véritable, une attention médicale suffisante et les réformes juridiques nécessaires, en particulier la dé-pénalisation de l'avortement.

SIAKNI BARA PIHNI

Hans Peter Buvollen*

Managua, 5 juin (ANN/Barricada). "Siakni bara pihni", "Bleu et blanc", est le titre de la traduction en miskito des livres d'apprentissage de la lecture introduits il y a peu dans le primaire. Le ministère nicaraguayen de l'Éducation et l'Agence pour le développement international (AID) ont prévu qu'ils seront utilisés dans les Régions autonomes sans aucune modification alors que les spécialistes miskitos qui travaillent depuis 1984 au Projet d'éducation bilingue interculturelle n'ont pas été consultés.

Ces livres, élaborés en Colombie et traduits au Honduras, vont à l'encontre de tous les efforts qui ont été faits pour adapter l'enseignement à la réalité de la Côte Atlantique. L'équipe du Projet d'éducation bilingue de Puerto Cabezas avait conçu des livres en miskito et en espagnol comme seconde langue pour les quatre premières années du primaire qui sont utilisés depuis 1987. Il s'agit là d'une expression concrète de l'autonomie régionale, que le ministère de l'Éducation ignore totalement en introduisant la version miskita des manuels "Bleu et blanc".

Ce n'est pas seulement une question de principe politique, c'est aussi un problème pédagogique. Les spécialistes du Projet d'éducation bilingue qui ont analysé les nouveaux livres estiment que leur contenu ne correspond pas aux conceptions inhérentes à l'univers de l'enfant miskito. Il y a une quantité d'erreurs et la traduction faite par des miskitos honduriens dans un dialecte différent comporte des mots et une orthographe inconnue au sud du Rio Coco. Déjà, le premier mot du titre, "siakni" (bleu), n'est pas utilisé sur la Côte Atlantique nicaraguayenne.

La structure des textes est identique à la version espagnole. Mais la logique de l'apprentissage du castillan n'est pas la même que celle du miskito. L'introduction des lettres répond à la logique de l'espagnol; parfois les images qui illustrent chacune d'entre elles et correspondent à un mot espagnol qui les contient n'ont rien à voir avec le mot miskito où la lettre ne figure pas. Les exercices, importants en espagnol, pour repérer la différence entre b et v, c et z, deviennent absurdes en miskito où le v, le c et le z n'existent pas. On pourrait citer de multiples

exemples de ce type qui démontrent la rapidité et le peu de sérieux avec lesquels ces manuels ont été élaborés.

Les exercices préparatoires destinés aux élèves de la première année du primaire sont fondés sur l'utilisation de crayons de couleur qu'aucun enfant miskito ne possède - ils n'ont même pas tous de crayons ordinaires-. Certaines leçons nécessitent l'usage du dictionnaire, alors qu'il n'en existe aucun de miskito. Pour les enfants miskitos, toutes les histoires sur lesquelles s'appuient les leçons sont de pure fantaisie, car elles parlent de choses caractéristiques de la vie urbaine étrangères à leur réalité. Que penser par exemple de celle des enfants que leur parents laissent sous la garde d'un robot? Le pire est que lorsque le robot commence à dire des bêtises, les enfants décident qu'il parle "comme un indien". Même si la traduction miskita modifie ce passage, ces détails sentent le racisme. Une grande partie des contes qui terminent chaque manuel sont européens et sont accompagnés d'illustrations qui correspondent à l'Europe. Au cours des dernières années, des miskitos ont recueilli des contes de leur culture. Pourquoi ne pas les avoir choisis? Les manuels "Siakni bara pihni" ont les caractéristiques d'une pénétration culturelle: ni les valeurs, ni la morale, ni la logique, ni la façon d'interpréter le monde ne correspondent à la société miskita. Leur contenu n'est rien d'autre que l'imposition de valeurs étrangères par le biais de la langue.

Qui a autorisé cette traduction et pourquoi l'avoir faite si rapidement? Aucun de ceux qui, au Nicaragua, ont de l'expérience dans ce domaine n'a été consulté et les spécialistes d'éducation bilingue ont accueilli les manuels avec scepticisme. Il semble que l'AID a eu la haute main sur ce projet, qui fait disparaître les caractéristiques de l'enseignement bilingue. Où sont les livres pour apprendre l'espagnol aux enfants miskitos? L'intention du ministère serait-elle de se servir du même livre dans sa version espagnole?

C'est maintenant que les manuels sont imprimés que l'on demande leur avis aux spécialistes nationaux. Leur conclusion est négative, mais il est douteux que les autorités veuillent écouter sérieusement leurs critiques. En effet, si le ministère de l'Éducation avait eu un intérêt pour l'enseignement bilingue comme projet national, il aurait consulté avant les experts qui y travaillent depuis longtemps. A Puerto Cabezas, il reste encore quantité de livres élaborés dans le respect des cultures régionales. Ce travail concret pour mettre l'autonomie en pratique, n'est pas un échec. Le ministère de l'Éducation démontre sa volonté d'ignorer le caractère multi-ethnique de la nation en imposant un enseignement uniforme qui ne correspond pas à la culture nicaraguayenne et encore moins à la culture miskita.

* Anthropologue norvégien qui coopère au Projet d'éducation bilingue interculturel à Puerto Cabezas (Région autonome de l'Atlantique nord)

UNIVERSITE: LE REEL, LA MATIERE LA PLUS IMPORTANTE

Mariuca Lomba

Managua, juin (ANN/Pensamiento Propio). Le Père jésuite César Jerez, recteur de l'université centraméricaine (UCA), a évoqué pour la revue *Pensamiento Propio* le passé et l'avenir de l'université nicaraguayenne.

PP: On parle beaucoup de la création d'une université privée au Nicaragua.

CJ: Il y a eu des menaces de privatisation, fondées sur l'argument qu'il n'y a pas de raison que l'université reste publique quand les autres secteurs sont privatisés. Il y a même des gens qui m'ont dit que quand l'UCA sera privée, elle retrouvera comme autrefois les meilleurs étudiants du pays. Ces gens croient que l'intelligence est le patrimoine des riches, alors que tant d'exemples prouvent le contraire. Personnellement, je pense que la structure du système universitaire rend très difficile la privatisation. En effet, la Révolution a fait un effort pour spécialiser les universités. Par exemple, l'UCA est la seule à avoir la branche gestion des entreprises, écologie, sociologie, journalisme etc... Une université privée créerait une situation telle que certaines formations seraient gratuites et d'autres non. On m'opposera l'argument que le gouvernement peut très bien supprimer la spécialisation des universités. Mais je répondrais que cela lui reviendrait plus cher. Les étudiants ont l'habitude que l'université soit gratuite, ils n'accepteraient pas facilement qu'elle devienne privée.

PP: Pourtant, le Conseil supérieur de l'entreprise privée (COSEP), la Cité de Dieu, l'Opus Dei et la Conférence épiscopale ont annoncé leur intention de créer une université.

CJ: Une université ne se fait pas du jour au lendemain. Je crois que ces gens parlent mais ne font rien. Celui qui a évoqué la question le plus souvent est Gilberto Cuadra, du COSEP, mais à l'intérieur même de cette organisation il y a des gens qui connaissent les difficultés de cette entreprise. Une université, c'est comme un être humain: c'est d'abord petit puis ça grandit. Elle ne naît pas adulte. Et pendant cette croissance, où vont-ils trouver, avec la crise que vit le pays, les enseignants capables de se sacrifier et d'accepter des salaires de misère?

PP: Quelle politique de développement est appliquée à l'UCA?

CJ: Avec le temps, l'UCA a su créer une structure propice à l'étude, grâce à un corps d'enseignants bien formés et dévoués et à des moyens matériels comme les laboratoires, la vidéo etc... Nos universités sont encore un mélange de modèles: le modèle médiéval, où le professeur disserte ex cathedra et interroge sur ce qu'il a dit, le mo-

dèle napoléonien, très influencé par la réforme protestante dans laquelle il y a séparation entre la théologie et les autres sciences, le modèle allemand des séminaires, des petits groupes, de la recherche et des publications et l'université moderne qui manipule une grande quantité d'informations.

PP: Comment expliquez-vous que lors de la dernière rentrée les étudiants se soient inscrits davantage en droit ou gestion des entreprises?

CJ: C'est une question de culture que l'on observe dans toute l'Amérique latine et également en Europe. Cinq branches attirent 80 % des étudiants: gestion des entreprises, droit, médecine, ingénieur et informatique. Tant que les avocats ne se rendront pas compte qu'ils vont finir chauffeur de taxi, il y aura des gens pour étudier le droit. Cela me paraît exagéré que la Faculté de droit ait plus de 1 000 étudiants, tandis que leur nombre a diminué cette année dans les carrières en relation avec l'agriculture. Il faut dire qu'avant les gens voyaient un avenir dans la Réforme agraire et la distribution des terres. Mais il y a d'autres facteurs: le baccalauréat n'est pas spécialisé et il n'y a pas d'écoles de formation de techniciens moyens.

PP: Cette année, le nombre des étudiants a augmenté.

CJ: C'est une année atypique. Toutes les branches sont saturées: de 14 000 demandes d'inscription, nous en avons accepté 9 000, au lieu des 7 000 qui correspondent à la capacité réelle de l'université. Ce phénomène s'explique par le retour des exilés et des démobilisés de la contra, la fin de la guerre, le chômage.

PP: L'université clame pour le respect de son autonomie. Mais le gouvernement répond que les sandinistes avaient tout centralisé...

CJ: L'autonomie a été effectivement réduite par l'intervention du Conseil national de l'enseignement supérieur, mais avec la Révolution, d'une certaine façon, l'université était au pouvoir. Les universités sont des institutions libérales, ouvertes. Il est difficile qu'il y ait une université d'extrême-droite, à moins qu'elle ne soit dirigée par des groupes religieux ou oligarchiques d'extrême-droite qui tentent d'y imposer leur idéologie. Mais généralement l'université est représentative de l'ensemble de la société. Avec la Révolution, elle était très révolutionnaire. Il y a eu cependant des plaintes et des protestations en faveur d'une plus grande autonomie. Les sandinistes eux-mêmes avaient conscience de la nécessité de décentraliser et ils avaient commencé à travailler dans ce sens.

PP: Quel bilan faites-vous de l'université sous le gouvernement sandiniste?

CJ: Il y a eu des aspects positifs. Tout d'abord une remise

en ordre, car avant c'était le chaos, il y avait même des universités qui vendaient les diplômes. Ensuite, on a employé des gens à temps complet et beaucoup de professeurs ont obtenu des bourses pour étudier à l'étranger. Nous avons eu, tout au moins à l'UCA, toute liberté pour choisir les pays où ils allaient se former. Ce qui m'a paru très juste également, c'est l'ouverture de l'université à la réalité nationale: il a fallu consacrer du temps aux cours pratiques, au travail productif. Selon moi, c'est excellent.

PP: Quels dangers menacent aujourd'hui l'université?

CJ: Qu'elle s'isole du réel. Je crois que la réalité nationale est la matière la plus importante à étudier. Je veux dire par exemple enseigner la médecine ou l'économie en fonction de la réalité nationale. Pour une université d'inspiration chrétienne comme l'UCA, l'option préférentielle pour les pauvres n'est pas un discours théorique, elle doit mettre son poids spécifique au service de ce genre de cause. Il y avait objectivement accord avec un grand nombre de principes de la Révolution sandiniste, bien que l'UCA ait fait aussi des critiques sur l'économie. Certains disent que nous sommes une bande de sandinistes. ? Nous n'avons jamais caché nos sympathies, pas plus que nous n'avons tu nos critiques.

PP: Quel avenir a le gouvernement actuel?

CJ: C'est une arche de Noé. Certains de ses membres ont enseigné à l'université. Ils souhaitent entretenir avec elle de bonnes relations et même l'intégrer à un projet national. Le problème, c'est qu'en ce moment il n'y a pas de projet national. D'autres nous voient au contraire comme une tranchée du sandinisme et tâchent de nous frapper le plus fort possible. C'est être myope, car l'université a donné des maux de tête à Somoza et cette UCA, fréquentée alors par des fils de famille que l'on voulait tenir éloignés de la contagion marxiste, est devenue un lieu de résistance à la dictature. L'expérience devrait leur faire comprendre qu'il faut traiter correctement l'université et chercher un terrain d'entente avec elle. Thomas d'Aquin disait déjà au Moyen Age que les études à l'université devaient être indépendantes du pouvoir civil et du pouvoir religieux pour que l'institution puisse s'exprimer. Il voulait dire en définitive que l'université doit être autonome pour être la conscience critique de la société.

CUBA : LE SIEGE SE RESSERRE

Raul Marin

Managua, juin (ANN/Pensamiento propio). Pendant que le gouvernement des Etats-Unis tente d'associer l'Europe et l'Amérique latine à ses critiques contre Cuba, les exilés cubains recherchent une alliance avec l'Union soviétique. Mais personne n'est encore parvenu à refermer le cercle autour de l'île.

"Cuba est aujourd'hui le principal problème pour la démocratisation de l'Amérique latine", déclarait récemment à la presse un représentant du Parlement européen chargé des affaires centraméricaines. Le sous-secrétaire d'Etat étatsunien Bernard Aronson l'a expliqué aux ministres des Affaires étrangères d'Amérique centrale et d'Europe rassemblés : les Etats-Unis ne veulent pas augmenter leur pression contre Cuba mais désirent que les Européens et les Latino-américains jouent ce rôle. Mais il semble que Washington ait quelques difficultés à obtenir un consensus contre Cuba parmi les gouvernements latino-américains. Leur récent refus, à la Commission des droits de l'homme de l'ONU, d'envoyer un observateur officiel à Cuba comme le souhaitait la Maison Blanche indique que l'Amérique latine a choisi la prudence face aux pressions du Nord (note).

LES AMIS QUI S'ELOIGNENT

Pour le moment, les principales pressions viennent de l'Union soviétique, ou plusieurs courants se dégagent : les "conservateurs", comme Ligachov, sont partisans du maintien des liens historiques avec Cuba; les "continuateurs", qui proposent un appui critique, contrôlent actuellement la politique extérieure, avec à leur tête Abalkin, vice-président du Conseil des ministres d'URSS et responsable de la Commission de coopération soviético-cubaine; les "flexibles" sont disposés à modifier les engagements afin de faire changer la structure économique et politique de l'île; les "occidentalistes", eux, appuient ouvertement la rupture des relations jusqu'à affirmer, comme le fit récemment le journal Les Nouvelles de Moscou, que "Castro est le Saddam Hussein des Caraïbes".

En novembre 1990, le parlement soviétique approuvait une réduction de 75 % de son aide extérieure. Cela n'empêchait pas que soit signé un mois plus tard un accord commercial qui assurait à Cuba pour 1991 un volume d'échanges avec l'URSS proche de celui de 1990. Mais les problèmes dépassent les traités formels. Si, en 1990, les livraisons soviétiques de pétrole à Cuba ont été amputées de 20 %, ce n'est pas par décision politique mais pour des problèmes de production et de transport. Jusque là, l'URSS maintient l'accord sur l'échange de son pétrole contre le sucre cubain, les deux marchandises étant évaluées en monnaie forte, à l'avantage de Cuba. En tout état de cause, l'île se prépare depuis au moins deux ans à faire face à des changements dans ses relations avec l'URSS et ne fait que réclamer un délai de quatre ou cinq ans.

L'AXE MIAMI-MOSCOU

L'opposition anti-castriste exilée à Miami s'est mise aussi à l'heure du changement. Une revue étatsunienne fait part du dialogue entre l'homme d'affaires cubain en exil Jorge Mas Canosa, directeur de la Fondation cubano-étatsunienne, avec Andrei Kortunov, conseiller au Soviet suprême de l'URSS pour les Affaires internationales. Au

cours de leur première rencontre, la délégation soviétique expliquait les raisons de ce rapprochement surprenant par toute une série d'arguments: l'influence des cubains exilés sur l'administration Bush et le Parti républicain; l'intérêt à développer le commerce avec le sud de la Floride et à attirer des investissements; le rôle de Miami dans le commerce avec l'Amérique latine; enfin, l'importance d'établir des contacts avec des groupes qui pourraient arriver au pouvoir à Cuba.

Bien que les soviétiques aient défendu au cours de cette première rencontre une ligne qui consiste à faire pression sur Cuba mais sans l'isoler, certains effets immédiats se sont déjà fait sentir. Le représentant de la compagnie aérienne soviétique Aeroflot a annoncé que prochainement les escales ne se feraient plus à Cuba mais à Miami. Les membres de la Fondation ont promis au cours de cette réunion de payer la dette cubaine à Moscou après la chute de Castro et d'investir en URSS.

Le pont Miami-Moscou a été consolidé par les visites dans la capitale soviétique de J. Mas Canosa accompagné de capitalistes cubains en exil. Ils ont rencontré Boris Yeltsin et ont discuté de projets d'investissements. Le ministre de l'extérieur tchèque s'est laissé convaincre de cesser de représenter les intérêts de Cuba à Washington et deux mois plus tard, Mas Canosa a acheté l'édifice du consulat tchèque à Miami.

Ces manoeuvres ont servi à consolider le pouvoir de la Fondation et de Mas Canosa, qui ne vise rien moins que la présidence de Cuba. Mais la communauté complexe des 90 000 cubains en exil aux Etats-Unis est loin d'être unie sur la stratégie à suivre. Alors que la Fondation rejette tout type de dialogue avec le gouvernement cubain, d'autres mouvements comme la Plate-forme démocratique cubaine proposent de s'entendre avec Castro sur l'organisation d'élections dans l'île. Ces partisans du dialogue apparaissent comme les plus crédibles politiquement. Mais la communauté cubaine en exil n'a pas encore fait la preuve d'une maturité suffisante pour présenter un front d'opposition solide et l'encerclement de l'île, tellement désiré par les Etats-Unis, n'est pas encore chose faite.

Note : Seuls le Panama et l'Argentine ont voté favorablement.

GUATEMALA: UNE EXPLOITATION BRUTALE

Managua, juin (ANN). Les vêtements de marque Crazy Horse, Vintage Blue, RGS ou Cean Pacific One sont bien connus en Europe. Ce que l'on sait moins, c'est que leur fabrication correspond à un système d'exploitation brutale. C'est la "maquila" dont, au Guatemala comme dans d'autres pays d'Amérique latine, les femmes sont les principales victimes.

Ce type d'industrie est connu dans les Sud-Est asiatique: il s'agit d'usines où sont assemblées des pièces fabriquées dans d'autres pays. Il existe environ 300 entreprises de ce genre au Guatemala (construction mécanique, électronique mais surtout textile). La plupart sont aux mains de Guatémaltèques mais 40 appartiennent à des Sud-Coréens.

Les premières maquilas ont été installées en 86. Elles employaient alors 5 000 personnes. En 1991, ce chiffre est passé à 80 000. Les femmes, que l'on paie encore moins cher dans les pays de main d'oeuvre bon marché, constituent la plus grande partie de leur personnel, tandis que les postes de responsabilité et de contrôle sont occupés par des hommes. Comme la majorité de la population, la plupart de ces travailleuses, recrutées dès l'âge de 13 ans, sont indiennes. La relation de travail qu'elles entretiennent avec leurs chefs se limite aux cris, aux violences physiques et sexuelles. Souvent, dans les entreprises coréennes, les contre-maîtres chargés de former les ouvrières ne comprennent pas l'espagnol et l'absence d'une communication verbale réduit pour les femmes la possibilité de se défendre tout en augmentant la violence des chefs.

Le nombre de pièces que les travailleuses doivent produire quotidiennement exige une journée de travail de 10 à 13 heures. Si les ouvrières ne parviennent pas à atteindre l'objectif, les portes sont fermées à clé jusqu'à ce qu'elles aient fini. Parfois, elles sont obligées de travailler jusqu'à 2 ou 3 heures du matin; elles dorment alors dans l'atelier, entre les machines, en attendant le début d'une nouvelle journée de travail. Comme si ce n'était pas assez, la mauvaise ventilation et le mauvais éclairage qui sont presque la règle générale dans ces usines provoquent des maladies pulmonaires et oculaires.

La semaine de travail est de six jours et les salaires mensuels vont de 16 à 24 dollars pour 290 heures de travail. Ce n'est même pas le salaire minimum fixé par la loi, qui est de 48 dollars, mais le taux de chômage (64 %) garantit aux employeurs une main d'oeuvre docile et disposée à tout.

Les maquilas, qui sont parmi les entreprises les plus rentables en Amérique centrale, tendent à se multiplier. On est en train de construire les premières au Honduras tandis que le Nicaragua négocie avec des chefs d'entreprises de Malaisie et de Taïwan. Selon le quotidien La Prensa, une fabrique de blue jeans destinés au marché étatsunien sera installée près de Ciudad Sandino, quartier très populaire assez éloigné du centre de la capitale où sévit le chômage. La délégation taïwanaise venue à Managua au début du mois de juin a cependant déclaré à la télévision qu'elle attendait le résultat des travaux de la Commission de niveau de vie, chargée de fixer le salaire minimum, pour prendre sa décision. L'ambassadeur du Nicaragua à Taïwan, pays que le Nicaragua a reconnu il y a quelques mois, a expliqué pour sa part dans une interview à La

Prensa que "le Nicaragua doit être attractif pour eux et offrir à leurs investissements un rentabilité supérieure à celle des banques anglaises et étatsuniennes qui paient des intérêts de 12 %".

HONDURAS : MESURES DE CHOC

Managua, juin (ANN/ALAI). Un an et demi après l'élection du président Rafael Callejas, les résultats négatifs du plan d'ajustement économique, le malaise social croissant et les fortes pressions des organismes financiers internationaux ont mis le pays au bord de l'explosion sociale.

Le modèle économique choisi par R. Callejas sera maintenu malgré ses conséquences négatives dont la liste s'allonge: introduction des "maquilas" (note) appelées "parcs industriels" parallèlement au démantèlement de la production d'auto-consommation; privatisation des principales entreprises nationales; coupes dans les budgets sociaux; augmentation des impôts; dévaluation de la monnaie; libération des prix et développement du travail intérimaire.

La Coordination nationale de lutte pour la démocratisation du Honduras, qui regroupe la majorité des organisations ouvrières, paysannes, professionnelles et étudiantes, a dénoncé dans son Manifeste cette série de mesures qui reçoivent l'appui des Forces armées, des Etats-Unis et du Congrès national. Pour la Coordination, il s'agit là d'une stratégie destinée à renforcer les gros exportateurs nationaux et étrangers, ainsi que les 26 familles qui, historiquement, contrôlent la richesse nationale et dont neuf sont liées au parti au pouvoir. La coordination signale de plus que les compagnies bananières et les meilleures terres du pays sont aux mains de 279 Honduriens, alors que 300 000 familles sont sans terres et sans le moindre espoir de voir réaliser une réforme agraire.

Selon l'opposition, les forces conservatrices cherchent à disperser et détruire le mouvement populaire en développant des organisations parallèles. Elle qualifie de "démagogique" la soi-disant amnistie politique et de "mesures absurdes" la distribution sélective de 20 lempiras (environ quatre dollars) aux mères qui élèvent seules leurs enfants, ainsi que la création du Fonds hondurien d'investissement social qui ne propose rien d'autre que du "rafistolage" par le travail intérimaire.

Pendant ce temps, le plan d'ajustement a mis la production nationale dans une situation critique. Le Conseil hondurien de l'entreprise privée et l'Association nationale des industriels ont averti qu'ils ne supporteraient pas de nouvelles mesures car la multiplication des impôts provoquent la fermeture de beaucoup d'entreprises, rend l'investissement difficile et facilite au contraire l'entrée du capital étranger. Les entreprises rentables et stratégi-

ques sont passées aux mains du patronat privé, essentiellement étranger; les impôts se sont multipliés, obligeant les petits propriétaires à payer des sommes astronomiques ou à vendre leurs biens; avec l'implantation des "maquilas", le gouvernement a non seulement ouvert le pays aux investissements étrangers mais offre un ensemble de garanties aux multinationales : installation d'infrastructures aux frais de l'Etat hondurien, main-d'oeuvre bon marché, élimination des syndicats.

Alors que les salaires sont en chute libre, les prix des principaux produits de consommation courante, ainsi que ceux de l'essence, des transports, des médicaments, du logement et des services grimpent à un rythme incontrôlé. Le contrecoup de cette politique est encore plus sensible dans les campagnes, où la réforme agraire est paralysée et où les crédits aux agriculteurs ont été réduits pour accélérer le déplacement des paysans vers les "maquilas". Le pays a ainsi perdu sa capacité de production pour l'auto-consommation et il doit importer ses grains de base des Etats-Unis.

La situation pourrait s'aggraver avec les négociations du mois de mars entre le FMI et le gouvernement. Ce dernier s'est engagé à licencier 4 000 fonctionnaires, à augmenter les tarifs publics et à fermer quelques entreprises nationales. Tout cela dans le but de réduire le déficit fiscal qui dépasse 100 millions de dollars, en l'échange de nouveaux prêts internationaux. On n'écarte pas la possible réédition d'une tentative de limogeage de R. Callejas, comme cela s'est déjà produit au début de l'année, pour le remplacer par quelque proche collaborateur des Forces armées, pour lesquelles ce serait la manière la plus commode de dépasser la crise actuelle.

Face à cette situation économique et sociale désastreuse, la Coordination nationale se présente comme une alternative pour démocratiser la vie économique, sociale, politique et culturelle du Honduras. Rejetant la privatisation et la dénationalisation, elle propose de développer le secteur social de l'économie et d'appliquer une authentique réforme agraire et forestière. Elle réclame une augmentation des salaires et s'oppose au solidarisme et aux organisations parallèles impulsées par le gouvernement et le patronat.

Note : les "maquilas" sont des chaînes de montage étrangères de produits manufacturés qui emploient une main-d'oeuvre nationale et bon marché.

QUELLE GAUCHE LATINO-AMERICAINE ?

Orlando Nuñez

Managua, 12 juin (ANN/ La Avispa). Début mai s'est tenu à Managua un Séminaire sur la gauche démocratique qui réunissait des représentants du Parti des tra-

vailleurs (PT) brésilien, du mouvement Lavalas haïtien, du Parti révolutionnaire démocratique (PRD) mexicain et du FSLN. Trois thèmes ont été débattus : la relation état-société civile, le rôle de la démocratie dans un processus de transformation sociale et la nature d'un projet national révolutionnaire.

LA RELATION ETAT-SOCIETE

La discussion a porté principalement sur la crise qui frappe les pays socialistes, due selon les participants à l'obstination des partis communistes à mener les transformations dans le cadre d'un modèle étatiste et autoritaire, caractérisé par les traits suivants:

- la prépondérance des appareils d'Etat sur l'organisation du pouvoir populaire dans la société civile
- l'identification parti-gouvernement qui laisse peu d'espace aux autres forces de la société que le Parti communiste ne représente pas nécessairement
- la cooptation des organisations populaires par le gouvernement et le parti
- le manque de compétitivité économique face au capitalisme occidental
- la trop forte intervention de l'Etat dans l'économie et la société.

Les participants ont abondamment commenté la nouvelle vague expansive du capitalisme, la difficulté rencontrée par les organisations de gauche pour y résister et la force du projet intégrationniste de libre-commerce nord-américain. Le manque traditionnel d'alternative économique proposée par la gauche a été signalé.

Le caractère anti-étatique de ces interventions a amené certains à souligner le rôle excluant du marché alors que d'autres en venaient à affirmer que celui-ci peut jouer un rôle démocratique en matière de croissance économique. Cette résignation plus ou moins enthousiaste à la domination du marché est une conséquence évidente de l'échec de la planification centralisée des expériences socialistes.

L'EXERCICE DE LA DEMOCRATIE

La nécessité d'intégrer le concept et la pratique de la démocratie politique à la dynamique de transformation, au-delà de la démocratisation économique a été au centre de la discussion. La démocratie politique contient une charge subversive, comme le montre l'histoire récente du PRD mexicain qui a ébranlé le Parti révolutionnaire institutionnel (PRI) installé au pouvoir depuis des dizaines d'années en dénonçant la fraude électorale qui lui a per-

mis de gagner les dernières élections. Le cas d'Haïti en est un autre exemple, où un mouvement civil a sapé les bases d'une dictature militaire vieille d'un demi-siècle.

Mais la démocratie doit être aussi une pratique au sein des partis de gauche et dans leurs relations avec les organisations de masse. La nature du PT brésilien est significative : il réunit en son sein plusieurs courants idéologiques et les organisations populaires qui lui sont liées jouissent d'une grande autonomie.

Les participants ont discuté de la possibilité de lutter pour des réformes en même temps que pour des objectifs stratégiques, sans que cela implique une dérive réformiste pour l'organisation. On a insisté également sur le fait que les revendications avancées depuis l'opposition et la société civile ne devaient pas être remises au moment où une organisation révolutionnaire arrive au pouvoir.

Les participants ont relevé l'essoufflement du concept classique de masse et l'émergence de nouveaux phénomènes. Dans certains pays, comme Haïti, l'organisation populaire s'est faite à travers les mouvements sociaux plutôt qu'à travers un parti. Mais ces expériences ne peuvent être érigées en modèle quand on sait le rôle que jouent les partis politiques dans la prise et la défense du pouvoir ainsi que dans l'organisation des transformations sociales.

DEUX TENDANCES...

L'évaluation du modèle révolutionnaire et de ses perspectives a été l'occasion de controverses. Certains ont évoqué la difficulté d'un développement sans le concours de la bourgeoisie nationale, la nécessité de construire et de défendre la Nation et se sont montrés favorables au pluralisme et au "pluri-classisme" au sein des partis révolutionnaires; une partie d'entre eux a même avancé qu'un des objectifs des mouvements révolutionnaires devait être la création et la formation patriotique d'une bourgeoisie nationale. Le représentant du PRD mexicain n'a pas hésité à dire que son parti, tout en étant bourgeois, était un parti d'opposition populaire qui regroupe en son sein les principales forces de la gauche mexicaine.

Deux tendances se sont dégagées de la discussion. Le point de départ de l'une, que l'on pourrait dire démocrate-bourgeoise, est la critique des régimes étatistes des pays de l'Est. Elle n'avance aucune alternative économique au néo-libéralisme mais propose de développer des projets différents des modèles antérieurs sous la direction d'une bourgeoisie nationale. L'autre tendance pourrait être appelée démocrate-populaire. Ses projets peuvent converger avec ceux de la tendance démocrate-bourgeoise mais sous la direction d'une alliance populaire et non de la bourgeoisie.

... AVEC DES POINTS COMMUNS

Quels sont-ils?

-l'abandon de la lutte armée comme moyen d'accéder au pouvoir, qui se conquiert par les élections

-l'exigence d'un espace politique qui permette l'alternance de gouvernement

-le rejet du modèle oligarco-militaire

-le remplacement du parti d'avant-garde par un parti "pluri-classiste" qui privilégie la participation des mouvements de masse

-le rejet du socialisme d'Etat et de la régulation économique, remplacé par un système où l'Etat ne fait incursion dans le marché que pour freiner les effets du capitalisme sauvage

-la recherche d'une coexistence avec les Etats-Unis pour éviter tout risque d'intervention militaire

-la coexistence avec la bourgeoisie nationale du point de vue politique et économique. Selon les partis, cette coexistence va de la simple tolérance à la coalition. Malheureusement certains aspects n'ont pas été abordés, tel celui de l'hégémonie dans le cadre de cette politique d'alliance avec des secteurs de la bourgeoisie.

La tendance démocrate-bourgeoise est plus forte dans les propositions du PRD mexicain alors que le projet démocrate-populaire marque celles du PT brésilien, le FSLN et le mouvement Lavalas haïtien assumant des positions intermédiaires. Les positions des partis sont fortement liées à leur situation propre et à leur contexte national. Le mouvement cardéniste mexicain, qui a perdu les élections du fait de la fraude électorale et qui n'est pas un parti d'opposition ancien est loin d'un FSLN qui a perdu les élections après dix ans de gouvernement et vingt ans de guérilla. Le mouvement Lavalas qui vient de gagner les élections dans un des pays les plus pauvres du monde et faiblement peuplé, sans l'appui d'un parti politique et avec une armée ennemie a peu à voir avec le PT qui, tout en étant dans l'opposition, contrôle la région de Sao Paulo où vivent 20 millions de brésiliens.

Malgré leurs divergences, tous les participants ont déclaré s'identifier personnellement avec la gauche latino-américaine et le socialisme, indépendamment de la position et de la situation de leur organisation politique.

EN BREF

LA SITUATION SE TEND alors que l'Assemblée nationale se prépare à discuter de la proposition de loi annu-

lant les décrets 85 et 86 qui garantissent la propriété des maisons et des terrains distribués par la Révolution. Le Front de lutte populaire (FLP) et le Front national des travailleurs (FNT) se sont réunis pour envisager des actions, tandis que Daniel Ortega rencontrait Antonio Lacayo. Sergio Ramirez, qui dirige le groupe parlementaire sandiniste, a déclaré que la Commission de la propriété de l'Assemblée devait accélérer ses travaux et que les sandinistes étaient "disposés à trouver des solutions globales pour réordonner la propriété".

L'EXPULSION de 500 familles paysannes a été ordonnée par le délégué du ministère de la Réforme agraire dans le département de Rio San Juan (sud-est). Elle a déjà commencé, avec l'aide de la police. Certains paysans se sont réfugiés dans la forêt avec leurs enfants et leurs animaux domestiques. Les fermes sont distribuées à des démobilisés de la contra.

CONGRES DU FSLN. L'Assemblée sandiniste a décidé d'appuyer les candidatures de Sergio Ramirez et René Nuñez à la Direction nationale du FSLN lors de son Congrès. Elle proposera la création du poste de secrétaire général et celui de trésorier pour lesquels elle soutiendra respectivement les candidatures de Daniel Ortega et de Henry Ruiz. De plus, la Commission qui prépare le Congrès a décidé que les membres de l'Assemblée sandiniste seront délégués.

CONCERTATION. Très peu de progrès dans le travail des différentes commissions. Tout se passe comme si le gouvernement n'avait guère envie de signer un nouvel accord qu'il ne respectera pas plus que les autres. Quant à la Commission du niveau de vie, qui doit évaluer la détérioration du pouvoir d'achat, elle n'a guère avancé non plus, car le gouvernement estime que le pouvoir d'achat des salaires s'est maintenu. Le ministre de l'économie Silvio Pereira a annoncé l'augmentation de 20 % de la masse salariale de la fonction publique pour procéder à une reclassification des fonctionnaires; ce n'est en fait qu'une remise en ordre destinée à combler le plus possible les différences que l'on observe, à travail égal, entre les différents ministères.

EGLISE. A la surprise générale, Mgr Mondragon, connu dans le passé pour ses positions favorables à la contra, a déclaré devant un parterre de grands propriétaires et chefs d'entreprise ayant subi des confiscations que la terre avait été "donnée à tous et non à quelques uns". Se fondant sur la Doctrine sociale de l'Eglise, il a expliqué que "la propriété privée n'est pas un droit inconditionnel ni un droit absolu" et que si elle est un obstacle à la prospérité collective, "le bien commun exige l'expropriation". Il a exhorté ceux qui demandent les biens qu'on leur a confisqués à accepter l'indemnisation. Il a même rejeté la solution avancée par certains de faire reculer la frontière agricole en déboisant pour satisfaire les besoins de terres, soulignant le risque d'un désastre écologique. La

presse sandiniste estime qu'il s'agit là de la nouvelle position de la hiérarchie catholique.

ALEMAN. Le maire de Managua a repris 17 maisons occupées depuis 1983 par le ministère de la Santé (MINSA), qui y logeait des médecins cubains et soviétiques. Il en a aussitôt attribué certaines à des personnalités de l'UNO. Comme ce n'était pas suffisant, il demande maintenant au MINSA 210 000 dollars correspondant au loyer que celui-ci aurait dû payer à la mairie depuis 1983 et 1991 et 203 000 pour 22 mois de loyer de la Bibliothèque médicale installée dans un local municipal. E. Salmeron, ministre de la Santé, a expliqué à la presse que les maisons avaient été achetées par le MINSA sous le gouvernement sandiniste.

LE MEME BRUIT DE CAISSE ENREGISTREUSE se fait entendre dans toute la capitale, dont les habitants sont maintenant tenus d'acquitter tous les nouveaux impôts. Impôts sur les voitures, les bicyclettes, les charettes, les brouettes, impôt sur les maisons (2,5 % de leur valeur estimée par la mairie), impôt pour tout panneau indiquant un commerce etc... L'air est encore gratuit.

COSTA RICA. L'Organisation internationale du travail (OIT) a demandé au gouvernement costaricain de réformer le Code du travail pour éviter les confusions et les interférences entre les associations solidaristes et les syndicats, soulignant que le champ d'action des unes et des autres devaient être respecté. Cette décision de l'ONU fait suite à une plainte des syndicats qui dénoncent l'absence de liberté syndicale.

GUATEMALA. Le Conseil des communautés ethniques et la Coordination des veuves dénoncent les menaces de mort dont leur membres sont victimes de la part de l'armée et des fonctionnaires départementaux du ministère de l'Intérieur. Ils ont également informé d'une

campagne d'arrestations et d'intimidations menée par l'armée dans certains départements. Le Procureur des droits de l'Homme a déclaré qu'il avait envie de démissionner, car il n'y a aucune volonté politique d'enquêter. Par ailleurs, le gouvernement a rejeté la proposition faite par la coordination des réfugiés guatémaltèques au Mexique, qui demandent un retour collectif, la restitution de leurs terres et le retrait de l'armée de leur villages. Un représentant du gouvernement a déclaré que leur langage "avait trop de similitude" avec celui de la guérilla.

ANN interne

Pendant les mois d'été vous allez recevoir le bulletin ANN seulement trois fois, parce que les bureaux d'ANN seront fermés début juillet et fin août. Bonnes vacances!

IMPRESSUM Editeur du Bulletin Hebdomadaire: ANN Agencia Nueva Nicaragua (Europa) SA, case postale 7671, CH-8023 Zurich. Rédactrices responsables: Katrin Fink et Ursula Regli. Coordinateur: Martin Muheim.

Télex: (45) 817585158 com ch. Electronic mail: GeoMail NET3:ANN-EUROPA: DASnet (DCFCM3)ANN-EUROPA: Internet ANN-EUROPA@NET3.GEOMAIL.ORG;

Rédaction et traduction au Nicaragua: Michèle Faure et Frédérique Perrin. Téléphone: (505) 2/2'72'53

Prix annuel pour particuliers: FF 458 / CHF 124; pour comités de solidarité: FF 900 / CHF 265; pour institutions: FF 1'300 / CHF 370. Surcharge pour service aéropostal CHF 21. Un paiement semestriel est possible. Vous pouvez vérifier la durée de votre abonnement par le biais du numéro du bulletin qui figure au-dessus de votre nom sur l'étiquette d'envoi.

